

Séance ordinaire du lundi 5 juin 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le cinq juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Clare HART, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Christian ASSAF, Elodie BRUN-MANDON, Sébastien COTE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO

Participation à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune - Attribution d'une subvention - Approbation - Autorisation de signature

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est la première municipalité en France à voir naître, soutenir et participer à l'expérimentation d'une Caisse alimentaire commune, qui a pour enjeu de favoriser la démocratie alimentaire et l'accès à une alimentation choisie et de qualité pour toutes et tous, en développant un système alimentaire territorial plus durable et solidaire.

Présentation de la Caisse alimentaire commune

La Caisse alimentaire commune est née d'une réflexion en 2021 portée par le collectif Territoires à Vivres – Montpellier qui réunit 25 partenaires locaux, dont la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Elle s'inspire des grands principes du projet d'une « *Sécurité Sociale de l'Alimentation* », qui vise à intégrer l'alimentation dans le régime général de la Sécurité sociale en se basant sur l'universalité de l'accès, des caisses locales gérées démocratiquement, et le financement par la création d'une cotisation sociale. La Caisse reprend ces fondements tout en l'adaptant aux aspirations des citoyens impliqués dans le projet et au contexte agricole et alimentaire local.

La Caisse est avant tout un budget collectif, issu de fonds publics et privés, et de contributions citoyennes*. C'est aussi un exercice de démocratie alimentaire directe car elle est gérée par un Comité citoyen de l'alimentation composé d'habitants volontaires qui décident de son fonctionnement, tout en étant accompagnés par le collectif garant du cadre de l'expérimentation.

Chaque participant cotise à la caisse chaque mois en fonction de ses moyens (de 1 € à 150 € et plus) et reçoit l'équivalent de 100 € par mois en « *MonA* », la Monnaie Alimentaire dédiée à la Caisse. Ces 100 €/MonA sont à dépenser dans des lieux de distribution montpelliérains conventionnés par le Comité Citoyen car répondant à des critères choisis collectivement*.

A ce jour, 5 organisations proposent des points de vente dans la ville : Vrac & Cocinas (groupements d'achat de produits secs dans 4 quartiers : Mosson, Croix d'argent, Près d'Arènes, Petit bard), l'Esperluette (épicerie citoyenne à Celleneuve), la Cagette (supermarché coopératif au centre-ville), La cinquième saison (groupement d'achats de produits frais à la Mosson) et le marché paysan des Aubes. D'autres points de vente pourront s'ajouter sur volonté du Comité citoyen*.

La Caisse alimentaire est également un outil pour développer de nouveaux lieux et dispositifs d'accès et sera en lien avec le projet d'un réseau de tiers-lieux alimentaires de la Cité de l'Alimentation. Une plateforme d'achat en commun est en réflexion pour mutualiser les moyens et faire levier sur le développement de filières d'approvisionnements durables favorisant le maintien de fermes, l'installation de paysans et la création d'emplois sur le territoire*.

Cette expérimentation est également intégrée dans le consortium Territoire Alimentaire Solidaire (TerrAsol) dont la Ville est membre, et qui élargit la réflexion au modèle de gouvernance territoriale à inventer pour développer des solidarités alimentaires et agricoles durables.

* Source : Territoires à VivreS – Montpellier

Calendrier de l'expérimentation

La mobilisation citoyenne autour du projet a démarré début 2022 avec en temps fort la première Assemblée citoyenne. A émergé de cette mobilisation le Comité citoyen, pierre angulaire du projet rassemblant 47 habitants, dont la moitié en situation de précarité. Le Comité a suivi un programme de sensibilisation et de co-construction du fonctionnement de la Caisse. L'expérimentation de la Caisse a été lancée le 28 janvier 2023, rassemblant près de 1 000 personnes et validant le fort intérêt des citoyens pour le projet. Le Comité citoyen a pu tester le concept en premier en février dans les points de vente conventionnés.

Un appel à participations pour intégrer de nouveaux habitants est en cours, avec objectif d'atteindre d'ici fin-juin 500 participants représentatifs de la population de la Métropole sur des critères d'âge et de revenus, avec *a minima* 40% en situation de précarité alimentaire, et jusqu'à la fin de l'expérimentation début 2024.

Une Assemblée citoyenne aura lieu le 1^{er} juillet pour faire un point sur l'avancée de l'expérimentation et partager les retours d'expérience des participants.

En parallèle, un suivi-évaluation de l'expérimentation sous forme de recherche-action est mis en place avec un Conseil scientifique. Il permettra d'en tirer des enseignements pour le changement d'échelle du projet et de les partager avec d'autres territoires en demande, Montpellier étant pionnière sur cette démarche.

Subvention

Face à l'accroissement de la précarité et des inégalités, la Ville affirme son intérêt pour cette expérimentation inédite et innovante, permettant la reconnaissance d'un droit à une alimentation choisie et de qualité pour

toutes et tous, et la réflexion sur une action publique de long terme allant dans ce sens. Suivant les résultats, cela pourra faire avancer l'idée d'une Sécurité Sociale de l'Alimentation à l'échelle nationale, pour une réponse systémique soutenant une transformation profonde de notre système alimentaire vers plus de durabilité et de justice sociale.

Au regard de cette disposition, il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de 30 000 € à l'association Fédération Régionale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural d'Occitanie (FR CIVAM Occitanie) pour abonder la Caisse alimentaire commune et appuyer l'animation du Comité citoyen. La moitié pourra être prise en charge par l'Etat sous réserve de validation, au titre du programme 2023 du Pan pauvreté contractualisé par l'Etat avec la Métropole et la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 juin 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Proposition_Convention Fonctionnement 2023 Ville - FRCIVAM.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230605-232396-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/06/23
Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.